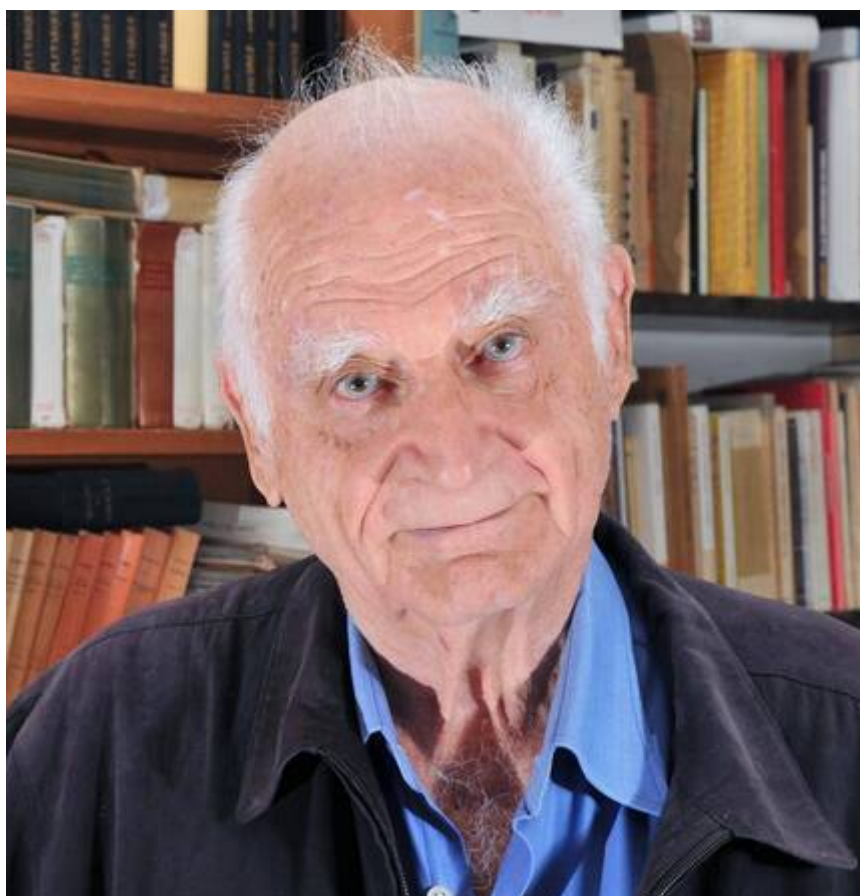




ladepeche.fr

Michel Serres: "Personne ne sait comment nous sortirons de la crise des Gilets jaunes"

PROPOS RECUEILLIS PAR LIONEL LAPARADE publié le 04/01/2019 à 15:29 , mis à jour le 01/06/2019 23:58



Infatigable voyageur de la pensée, auteur proluxe dont la vingtaine d'ouvrages interroge la société sur ses évolutions, Michel Serres, 88 ans, philosophe-visionnaire sur les grands bouleversements du monde et de notre temps, ne s'était encore jamais exprimé sur les Gilets jaunes. Pour le penseur, « ce mouvement est le résultat du déséquilibre que je perçois violemment depuis 20 ou 30 ans entre la société telle qu'elle est advenue et les institutions telles qu'elles sont demeurées, entre l'Homme nouveau et sa représentation politique désuète ». Il mise sur une inéluctable sortie de crise mais se dit incapable d'en dessiner les contours.

Comment analysez-vous le mouvement des Gilets jaunes ?

Il est arrivé dans nos pays une grande transformation produite par des causes que nous connaissons bien : l'augmentation de l'espérance de vie, la disparition progressive de la culture rurale – nous étions 50 % de paysans et nous ne sommes plus que 2 % –, les nouvelles technologies, la mondialisation de l'économie, les problèmes environnementaux tragiques, et surtout 70 ans de paix, ce qui n'est jamais arrivé dans notre histoire. Et nous sommes entrés par conséquent dans une période en rupture totale avec ce que l'on a connu. Ce n'est plus le même homme, ce n'est plus la même vie, ce n'est plus la même mort, ce n'est plus le même espace, ce ne sont plus les mêmes relations.

«Le mouvement des Gilets jaunes est le produit de l'inégalité sociale et de la détresse paysanne»

Comment, dans ce contexte de bouleversement, sont apparus les Gilets jaunes ?

Il se trouve que nous étions gouvernés et organisés selon des institutions qui ont été inventées pour un monde qui n'est plus du tout celui qu'il est devenu. Si bien qu'un déséquilibre formidable s'est produit entre ce que nous appelons aujourd'hui la politique et la réalité sociale. Dans le monde, ce déséquilibre s'est traduit par des événements que nous connaissons parfaitement : Monsieur Trump aux Etats-Unis, le Brexit en Grande-Bretagne, une sorte de chaos en Italie, puis des régimes autoritaires comme ceux de Poutine et d'Erdogan. Et en France, il s'est manifesté tout simplement aux dernières élections par l'explosion des partis traditionnels de gauche et de droite. Aujourd'hui, nous n'avons plus de grille de lecture du rapport qui peut exister entre la politique qui a fait naufrage et la réalité sociale complètement nouvelle. Il y a des mouvements aujourd'hui qu'on peut comprendre tout à fait, comme celui des Gilets jaunes à cause de l'inégalité sociale et de la détresse paysanne dont on voit très bien d'où ils viennent, et on le comprend, mais dont on ignore en revanche où ils vont.

Comment en sommes-nous arrivés à un tel décalage ?

Ce qui a manqué, c'est je crois une pensée forte pour un nouveau système de gouvernement, un nouveau système de société, un nouveau type d'institutions. Il faut se rappeler qu'au XIXe siècle, il y a eu beaucoup d'inventions de nouveaux modèles sociaux, comme les socialistes utopiques par exemple. Au XXe siècle ? Rien, si ce n'est le fascisme et l'hitlerisme. C'est un peu la faute des philosophes dont je suis, qui n'ont pas vu arriver ce nouvel état de choses. Mon hésitation à commenter ce qui se passe aujourd'hui en France vient de ce déséquilibre que je perçois violemment depuis 20 ou 30 ans entre la société telle qu'elle est advenue et les institutions telles qu'elles sont demeurées. Il y a un dérèglement total entre une politique désuète et une société extrêmement nouvelle. On manque cruellement d'un modèle de transition et je suis moi-même perdu parce que nous n'avons plus la grille de lecture qui était donnée par le rapport entre la politique et la société.

«Les tentatives de récupération sont dramatiques, car elles prouvent que notre système politique n'a plus grand chose à proposer»

Comment les institutions, les partis politiques, la société, vont-ils réagir au choc des Gilets jaunes ?

Tout peut se produire. La rupture que je viens de décrire est immense. Vous vous rendez compte à quel point la politique se trouve démunie face aux questions que pose ce mouvement ? Les partis traditionnels de gouvernement que nous avons connus pendant au moins deux siècles ont été incapables de répondre. Mais cette crise politique est mondiale. Trump aux Etats-Unis, l'extrême-droite en Europe centrale, le Brexit en Angleterre et les Gilets jaunes en France en sont les résultats.

Tout le monde paraît pris de court, comme si personne n'avait rien vu venir de cette crise majeure...

Personnellement, j'ai quand même écrit une vingtaine de livres sur les formidables changements qui agitent les sociétés contemporaines, j'en ai identifié les causes, j'ai anticipé ce qui se passe. Mais tout le sujet est de savoir quelle est la politique que l'on peut inventer par rapport à ces bouleversements. Or, il n'y a pas de réponse à cette question fondamentale, ni chez les responsables politiques, ni chez les philosophes. Ça a été très fécond au XIXe siècle. Beaucoup de philosophes ont inventé de nouveaux systèmes, Karl Marx par exemple, ou les socialistes utopiques. Mais au XXe siècle les philosophes se sont engagés en politique, ils se sont mis à la remorque des partis plutôt que de les inspirer.

Aujourd'hui, la seule question qui vaille pour certains responsables de partis politiques semble être celle de la récupération du mouvement des Gilets jaunes à des fins électorales. Vous êtes déçu ?

Évidemment déçu, mais c'était prévisible. Ils constatent qu'ils sont en train de mourir, et donc tout est bon pour servir de ballon d'oxygène. C'est dramatique. Cette notion de récupération est terrible car elle prouve que notre système politique n'a plus grand-chose à proposer et qu'il est en déconnexion totale avec la société.

Vous auriez un conseil à adresser aux hommes et femmes politiques d'aujourd'hui ?

Tout ce que je viens de décrire illustre la perplexité dans laquelle nous nous trouvons tous, collectivement. A Dieu ne plaise que je sois un conseiller de l'État aujourd'hui, je serais très embarrassé. D'autant plus que redoutables dangers menacent.

«La sortie de crise aura fatalement lieu dans des circonstances que je ne vois pas et que d'ailleurs, tout le monde ignore»

À propos de la sortie de crise, les politologues croient distinguer deux voies possibles : un retour à « l'ancien monde », avec la reconstitution du modèle gauche/droite qui serait plus à l'écoute de la société, ou la tentation d'un état totalitaire en France. Vous partagez cette analyse ?

La première solution est impossible, et la deuxième n'est pas souhaitable. La première est impossible, parce que si elle était possible, ce serait déjà fait, les partis politiques auraient déjà repris la main. Et la seconde est évidemment la pire. Macron est extrêmement fragile, parce qu'il est cerné par l'extrême gauche et l'extrême droite. Et l'histoire du XXe siècle a montré que les pires régimes se sont toujours construits sur une sorte de liaison secrète et explosive entre les deux extrêmes : le national-socialisme d'Hitler fut l'alliance de la dictature et du prolétariat.

Diriez-vous que notre société, en tout cas sous le modèle que nous lui connaissons, est en danger ?

Je ne dis pas qu'elle est en danger, je dis qu'elle est si nouvelle que nous peinons à la voir telle qu'elle est. Ce que je repère, c'est son extraordinaire nouveauté, et des institutions et des partis qui n'ont pas su évoluer avec elle. Nous n'avons pas inventé un nouveau système, on est en manque de ça.

Quelle sortie de crise voyez-vous ?

Les événements ont toujours été imprévus. Pensez-vous que celui qui a pris la Bastille prévoyait la Révolution française ? La sortie de crise aura lieu dans des circonstances que je ne vois pas et que d'ailleurs, tout le monde ignore.